

LOUISA HANOUNE COMMENTE L'ADOPTION DE LA LOI DE FINANCES 2009

«C'est le pire mandat qu'ait connu l'APN»

La plénière de jeudi dernier a visiblement été riche en enseignements pour Louisa Hanoune. La secrétaire générale du Parti des travailleurs en est sortie avec au moins une certitude : l'actuel mandat est le «pire qu'ait connu l'APN».

Nawal Imès - Alger (Le Soir)

A l'origine de cette conclusion, l'attitude de la «majorité» qui a non seulement dit non à tous les amendements du PT, mais a également rejeté une disposition pourtant approuvée par le gouvernement.

Pour Louisa Hanoune, s'il restait à l'Assemblée une once de crédibilité, cette dernière a été bel et bien consommée jeudi. La SG du PT, qui continuait hier de fulminer, a, dans une conférence de presse, indiqué que les députés ont raté l'occasion de réhabiliter l'APN, et, qu'en rejetant l'amendement sur l'interdiction d'importation des véhicules, ce n'est pas le PT qui a été sanctionné, mais le gouvernement. Qu'est-ce qui empêcherait le PT de claquer la porte du Parlement ? A cette question, Hanoune répond que «le PT se retirera de l'hémicycle

le jour où il n'aura plus droit à la parole, où il ne pourra plus s'exprimer ou le jour où nos électeurs nous le demanderont. Nos députés ne sont pas mal élus. Ils ont une mission et ils l'accomplissent, même s'ils ne se font pas d'illusions, sur la nature de l'APN».

Toujours au sujet de la loi de finances, qu'elle estime être «une insulte à l'intelligence» du peuple, le numéro un du PT a indiqué que cette dernière n'a aucunement pris en considération la crise financière qui secoue le monde. «Si nous nous sommes abstenus, c'est parce que nous avons considéré que certaines dispositions étaient bonnes et que d'autres l'étaient beaucoup moins.» C'est pourquoi le PT a introduit plus de soixante amendements. Des amendements «rejetés de manière dogmatique» par la



Photo : Samir Sid

commission puis par les députés, lors de la plénière. «Nous avons eu l'impression que les amendements de notre groupe n'ont même pas été lus. La preuve ? Lorsque nous avons introduit un amendement au budget qui doit être alloué à Air Algérie, pour le renouvellement de sa flotte, la commission a

répondu que l'entreprise n'avait pas besoin d'être soutenue. C'est une aberration. Ils n'avaient aucun argument.» Mais pour le PT, le Rubicon a été franchi avec le rejet de l'amendement sur l'interdiction d'importation des médicaments produits localement.

N. I.

POINT DE VUE

Une ère de soupçons

Comment ne pas être sidéré face aux propos scandaleux d'un membre du gouvernement revendiquant un acte grave de censure éditoriale ? L'affirmation par M^{me} Toumi d'un acte de censure officielle, ciblant le *Journal d'un homme libre*, 2006-2008, le dernier ouvrage de Mohamed Benchicou, ramène l'Algérie à près de trente années en arrière, lorsqu'un autre gouvernement, sans doute mû par de semblables attentes politiques et policières, avait institué un visa de censure régalien sur la production écrite. La règle de l'imprimatur est-elle donc de retour ? Jusqu'aux déclarations de M^{me} Toumi, elle ne figurait plus dans les dispositions juridiques et réglementaires algériennes depuis la Constitution de 1989 et ses dispositions sur la liberté d'expression.

L'imprimatur est bel et bien là et les intentions du pouvoir, coupables. Car, il semble malheureusement que cette opération de contrôle administratif et politique drastique ne concerne que les écrits de Mohamed Benchicou, singulièrement soumis à l'attention personnelle de M^{me} la ministre de la Culture qui indique avoir autorisé cette année, l'inscription au dépôt légal et à l'ISBN d'une plaquette de poèmes de l'auteur. Situation somme toute kafkaïenne, si elle ne s'attachait qu'aux seuls travaux de plume de M. Benchicou. Depuis quand les plaquettes de poésie – et il s'en débite tant, non seulement à Alger mais dans tout le pays – doivent-elles arriver, toutes compactées, sur le bureau de la ministre, alors que l'enregistrement réglementaire et signalétique de tout ouvrage relève de la seule compétence du Service du dépôt légal de la Bibliothèque nationale ? Incurable balourdise que d'y souscrire. Cette volonté de contrôler systématiquement les Algériens qui écrivent, surtout s'ils sont suspects aux yeux du pouvoir, est dans son principe malsaine. Elle fait violence aux pratiques éditoriales instituées depuis 1989 et entre potentiellement dans le registre de l'effraction. Car aucune disposition de la loi n'encadre présentement cette double entreprise inédite qu'entreprend la ministre de la Culture : d'abord, saisir dans les ateliers d'un imprimeur un manuscrit qui tant qu'il n'est pas imprimé et diffusé publiquement reste la propriété privée de son auteur ; ensuite, en faire une lecture préalable par elle

et par ses avocats qui devraient être les premiers à l'informer du caractère illégal de la démarche. Ni les gouvernants, ni la police, ni les juges ne peuvent poursuivre un manuscrit avant qu'il n'acquière une dimension sociale et légale par sa vente et sa diffusion publiques. Jusque-là, il demeure un événement privé qui jouit de la même protection que tous les éléments constitutifs de la vie privée d'une personne. En ordonnant une saisie conservatoire, une lecture préalable et une interdiction d'imprimer, d'une œuvre littéraire, encore au stade du manuscrit, M^{me} Toumi a donc de son propre chef commis des actes non couverts par la loi. Mohamed Benchicou a raison, comme le dit le titre de son journal, de se projeter comme un homme libre, défendant résolument ce qu'il vit et ce qu'il pense dans son pays. Et, bien entendu, libre de l'écrire et de le faire savoir à la société. Ses positions ne donnent-elles pas du sens à l'excès dans une époque qui n'en manque pas pour devenir inquiétantes pour le pouvoir ? De la lecture de M^{me} Toumi – et de ses avocats – il ressort ceci : il existe d'étranges apparentements dans la chronique de M. Benchicou, fortement répréhensibles. S'est-il fourvoyé dans une irrévérencieuse comparaison entre le général Massu – qui a endossé dans l'ignoble torture de la Bataille d'Alger toutes les déchéances d'une IV^e République française finissante – et M. Zerhouni, ministre d'État, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, entre ministres et voleurs, pour mériter les foudroyantes cisailles de la censure ?

Ces insolites comparaisons ne peuvent faire un livre. Il faut dire d'où parle Mohamed Benchicou. Les événements effarants que connaît l'Algérie d'aujourd'hui, du sanglant terrorisme islamiste aux émeutes interethniques, des catastrophes naturelles provoquées à la hargne et à l'ubuesque police de la foi, de l'insouciance grassement rétribuée de ses élites politiques aux missions commando des satellites de la «famille révolutionnaire» contre tout ce qui contrevient aux gnosés du régime et au lynch de démocrates, invitent à la démesure. C'est certainement de ce côté-là qu'il faut attendre le sourcilieux diariste. Et on ne lui enlèvera pas le talent de décrire cette démesure tragique d'un univers politique qui se délite. Il n'est plus surprenant dans cet impre-

Par Abdellali Merdaci *

nable tohu-bohu d'une déliquescence algérienne certifiée, au cœur même d'une menaçante crise financière mondiale, qu'une ministre de la Culture, ajoutant une couche à cette démesure, s'avance lourdement bardée de lois, annonce le langage d'un commis greffier surnuméraire, tonne une litanie d'alinéas délétères du code pénal, prescrit leurs infinies variantes contre la liberté de penser et d'écrire. Chacun sait que M^{me} Toumi n'est pas habitée à dire le droit ni à en évaluer les sanctions. M. Benchicou a-t-il diffamé, injurié, commis des actes d'antisémitisme et bien d'autres avanies ? Il est tout à fait malvenu, si tel était le cas, pour la ministre de la Culture de prétendre le protéger contre ses propres écrits. Il ne lui appartient pas de prévenir le délit et d'en juger, surtout si elle est partie prenante, comme elle le reconnaît, dans les faits incriminés par le diariste. Et surtout de supprimer ce livre inquiétant pour le sérail, qui à défaut d'être matériellement l'objet du délit, devient celui du délire. La fixation morbide du pouvoir sur M. Benchicou est incompréhensible. L'acte de censure qui vient le frapper et que revendique publiquement M^{me} Toumi est gros de risques pour toute liberté de créer. Il ouvre une imprévisible ère de soupçons. Le prochain épisode après la visite des ateliers d'imprimerie – et la lecture par effraction d'une prose privée – n'exclurait plus un strict contrôle de la pensée. Il s'agit d'un dérapage qui ne renforcera ni le sentiment de bonne gouvernance ni la morale de la création intellectuelle, pour autant que M. Benchicou y ait failli. Cette décision d'interdire l'impression et la diffusion de son livre ne repose pour le moment que sur la seule présomption du nom d'auteur. Elle doit rester au passif de M^{me} Toumi, tout comme ces portes des prisons qu'elle oppose à la liberté d'écrire, qui grincent comme un terrible mouroir des consciences.

* *Écrivain, universitaire. Derniers ouvrages publiés aux éditions Médersa (Constantine), Auteurs algériens de langue française de la période coloniale. Dictionnaire biographique (2007), Parcours intellectuels dans l'Algérie coloniale et Cahier de lectures, chroniques (2008).*

13^e SALON INTERNATIONAL DU LIVRE D'ALGER Bouteflika pour l'inauguration

Le rendez-vous le plus attendu de l'année des industriels du livre dans le monde arabe et francophone, débutera aujourd'hui au Palais des expositions – Safex.

En grande pompe, la 13^e édition du Salon international du livre d'Alger (Sila) sera inaugurée officiellement par le président Abdelaziz Bouteflika.

Tout un symbole pour le comité d'organisation, qui espère, comme chaque année, rehausser le niveau autant intellectuel que logistique du plus grand événement livresque du pays.

Grande nouveauté, mais juste histoire d'aérer et de libérer les couloirs des pavillons de la Safex des amas de cartons et autres détritiques, les importateurs sont exclus de la manifestation.

Une initiative, selon les organisateurs, qui résout la problématique du paysage offert aux visiteurs nationaux et internationaux, en supprimant les stands des vendeurs en gros d'ouvrages. Ainsi, la profession vente et achat en gros sera désormais du ressort des librairies et des maisons d'édition.

On notera également l'important dispositif de sécurité et le réaménagement des espaces de la Safex pour faciliter l'accès et la circulation durant le Sila.

Ainsi, le 13^e Sila s'annonce selon ses organisateurs comme un carrefour incontournable pour les professionnels et les visiteurs. Des visiteurs dont le nombre s'accroît à chacun de ces rendez-vous.

Il a été enregistré près de 400 000 visiteurs payants, recensés à la clôture de l'édition 2007.

On soulignera également qu'avec le slogan «Raconte-moi un livre», le Sila s'inscrit dans un autre registre, adoptant du coup pour un certain professionnalisme et, par conséquent, des ingrédients de qualité et une participation obéissant à une sélection rigoureuse.

L'enfance et la jeunesse sont ainsi le coup de cœur de la manifestation. Une première. L'Afrique du Sud participera avec l'écrivain-journaliste et dramaturge Mandla Langa, ancien conseiller culturel de Nelson Mandela qui abordera, le temps d'une conférence, «l'exil et la liberté».

Côté nouveautés en matière d'édition, une centaine de titres, une cinquantaine destinée aux moins de deux ans et aux moins de cinq ans.

Le public aura toute la liberté et le choix des destinations, pour une escapade dans l'univers des auteurs en étalage de leurs œuvres. Ainsi ils pourront découvrir ou redécouvrir des auteurs.

S. H. A.